

ou même des idées utopiques, ce qui aurait tout au moins indiqué dans quel sens faire porter les efforts pour régler les problèmes de la région.

Radio-Canada ne s'acquitte pas de sa tâche comme il se doit en brossant à la télévision, à l'intention des quatre autres cinquièmes du Canada, le tableau de la pauvreté dans laquelle nous vivons dans la partie centrale du pays. On nous a exploités et délaissés pendant des années sans nous proposer de solution à notre problème.

• (3.50 p.m.)

J'ai trouvé sur mon bureau un exemplaire du programme d'action destiné à remédier aux disparités régionales, que le ministère de l'Expansion économique régionale a mis au point dans le but de résoudre ce problème. Granby et Drummondville sont deux des champs d'action prévus aux termes de ce programme. Votre Honneur, estimez-vous vraiment que ce sont là des régions désavantagées au Canada? J'ai visité Granby. L'agriculture de cette région est viable. Ses habitants ne sont pas sérieusement désavantagés. Je n'affirme pas qu'ils n'ont pas besoin de ce programme. Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'ils en bénéficient. Cependant, j'estime qu'il n'est pas possible de mener à bien un programme de ce genre dans seulement un cinquième du Canada, dans le couloir médian d'expansion.

L'hon. M. Pepin: Et pourquoi pas?

M. Peters: Parce qu'il n'y a personne pour l'appuyer. Nous avons permis aux sociétés minières et forestières d'exploiter cette région. Il ne reste plus rien. Elles ont plié bagages et sont parties ailleurs. Voilà l'argument que j'essaie de faire valoir. L'émission de télévision montrait les huttes en carton goudronné et de pitoyables entreprises. Ces dernières ont survécu pendant 40 ans à cause de l'industrie minière. Si je proteste, c'est que nous ne leur offrons aucun espoir. Le ministre ne veut rien faire pour attirer l'industrie dans cette région. Nous perdons des millions chaque année. Le ministre ne veut pas que l'on établisse dans cette région une usine de pâtes qui emploierait 500 ou 600 personnes, et 500 autres dans la forêt. Ce serait rentable. Je suis sûr que cette industrie prospérerait, sinon je ne ferais pas cette suggestion.

Cette région compte de 500 à 600 mineurs. Le programme télévisé montrait Cobalt et ses huttes. Depuis qu'ils ont acquis leur propre équipe de hockey, les *Habitants*, aucune somme importante d'argent ne leur est parvenue. On dénombre dans cette région de 20,000 à 30,000 habitants. Ceux qui, nombreux, sont demeurés par là n'ont en réalité aucun avenir. Nous perdons aujourd'hui un haut fourneau pour les raisons que j'ai déjà exposées. Aucun gouvernement, fédéral ou provincial, n'a dit que l'on construirait un haut fourneau dans cette région, ce qui fournirait de l'emploi à 400 ou 500 mineurs d'argent, permettrait aux mines de continuer à fonctionner. La Société Radio-Canada a souligné que la région n'a aucun avenir. On a proposé que les habitants l'abandonnent, mais les cultivateurs et les mineurs s'y refusent. Ceux qui ont vécu là-bas depuis plusieurs générations ne veulent pas s'éloigner de l'industrie forestière.

A mon avis, ce programme a été préjudiciable au Canada, car il n'a offert aucune solution de rechange aux habitants désavantagés de cette région. Bon nombre de chômeurs invétérés y vivent. Les assistés sociaux de la région veulent travailler et en sont capables, mais ils

[M. Peters.]

refusent de le faire en raison de la politique du gouvernement et de sa négligence envers le Canada médian.

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de parler après l'exposé, par le député de Timiskaming (M. Peters), de ses idées à demi expertes, car je voudrais aussi soumettre une idée à demi experte aux députés.

M. Douglas: Quelle moitié est experte?

M. Kaplan: Je dis à demi experte, parce que je ne connais pas bien tous les aspects du problème que j'ai l'intention de traiter—j'avoue que mes propres opinions sur la dynamique de l'expansion économique ont été bouleversées—la stratégie économique dont nous avons besoin pour réaliser le plein emploi. D'abord, je signale que notre dollar est fort, comme le prouve l'impossibilité où se trouve le gouvernement de le maintenir au taux établi depuis plus de huit ans. Je suis tout à fait d'accord sur la nécessité d'abandonner le blocage du dollar à 92.5 cents américains. Le gouvernement ne pouvait se permettre de maintenir le dollar à ce taux. Cela lui coûtait 4 milliards de dollars, une subvention à nos industries d'exportation que le Canada ne pouvait maintenir, étant donné les pressions exercées, si utile que cela ait pu sembler.

Le gouvernement se plaît à mentionner la tendance à la hausse du dollar comme une marque de confiance en notre économie de la part du monde entier. Bien entendu, c'est en effet, un vote de confiance. Cette tendance ne s'est pas instaurée par accident. C'est parce qu'on a fait, comme on dit, «ce qu'il faut», et je conviens qu'on a pris les mesures voulues. Premièrement, en combattant l'inflation et en parvenant à de meilleurs résultats que nos partenaires commerciaux; deuxièmement, en insistant sur les exportations et, troisièmement, en attirant les capitaux étrangers chez nous. Aucune de ces mesures n'est facile à mettre en pratique. Elles en valent toutes la peine. Le gouvernement et le secteur privé y sont parvenus de concert et s'en sont bien acquittés.

Je me demande cependant si l'ensemble de ces trois mesures reconnues bonnes n'est pas nuisible à l'économie. Je prétends qu'au total, elles sont devenues mauvaises ou que, du moins, il faudrait de nouvelles mesures pour que l'ensemble redevienne bénéfique. Qu'on me permette d'examiner un instant les transactions monétaires internationales qui rendent le dollar fort. Toutes ces transactions, privées et publiques, sont totalisées dans notre balance des paiements.

Notre balance des paiements se compose de trois grandes catégories: la balance commerciale, la balance des capitaux et la balance des invisibles. Au cours des dernières années, nous avons eu une balance commerciale nette négative. C'est-à-dire que nos importations ont dépassé nos exportations, c'est pourquoi ce compte a toujours été déficitaire. Il y a lieu de noter aussi qu'il y a une différence importante entre les marchandises que nous exportons et celles que nous importons. Par contraste avec les États-Unis, le Japon et la France, pour citer trois exemples, les marchandises que nous exportons ont surtout été des matières premières, exigeant peu de main-d'œuvre, tandis que nos importations se composent de marchandises ouvrées exigeant beaucoup de main-d'œuvre. De façon générale, nous ne pouvons consommer nous-mêmes le genre de biens que nous exportons.